



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

SIT  **COPIE**

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Bureau des Installations Classées

Affaire suivie par Mme STEIN

03 87 34 89 01

Arrêté

n° 2009-DEDD/IC-25

en date du 13 janvier 2009

**mettant en demeure la Compagnie des Cristalleries
de Saint Louis implantée à Saint-Louis les Bitche
de respecter les dispositions de l'article 61 de
l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à
l'industrie du verre et de la fibre minérale.**

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu les titres 1 des livres V des parties législatives et réglementaires du Code de l'Environnement et notamment son article L.514-1. ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale, notamment ses articles 61 et 82 ;

Vu l'arrêté préfectoral référencé n° 2008-DEDD/IC-48 du 15 février 2008 prescrivant à la Compagnie des Cristalleries de Saint-Louis des mesures complémentaires visant à la mise à jour des conditions d'exploitation de son établissement ;

Vu les résultats du contrôle des rejets aqueux effectué par le laboratoire LECES le 30 janvier 2008;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 19 décembre 2008;

Considérant que lors de la visite d'inspection réalisée le 17 octobre 2008, il a été constaté que les seuils de rejets de l'effluent aqueux fixés à l'article 61 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 susmentionné sont dépassés pour le plomb et l'acide borique ;

Considérant les dangers et inconvénients générés par ce non-respect des prescriptions réglementaires pour les intérêts visés à l'article L.511-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCLAJ-2008-58 en date du 16 octobre 2008 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean Francis TREFFEL, Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

ARRETE**Article 1^{er}**

La Compagnie des Cristalleries de Saint-Louis située Rue Goetlosquet à SAINT-LOUIS-LES-BITCHE (57620) est mise en demeure de respecter, sous un délai de trois mois, les dispositions de l'article 61 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale.

Article 2

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues par l'article L 514-1 du Code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Article 3

En vertu de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où elle lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Article 4

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,
la Sous-Préfète de Sarreguemines,
les Inspecteurs des Installations Classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de Saint Louis Les Bitche.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Signé Jean Francis TREFFEL